USUELS

62e année — N° 5 MAI 2007

33

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE NUMISMATIQUE

Publication de la Société Française de Numismatique

SOMMAIRE

ÉTUDES ET TRAVAUX

DHÉNIN (Michel) — Piéforts énigmatiques 98

CHARLET (Christian) — Louis XVIII, Decazes et la Franc-maçonnerie 101

CORRESPONDANCE

MACHEPROT (Gaëtan) — La destination des jetons de jeu sous l'Ancien Régime 107

SOCIÉTÉ

Compte rendu de la séance du 5 mai 2007 110

PROCHAINES SÉANCES

1er-3 JUIN 2007	**SAMEDI 8 SEPTEMBRE 2007**
50es Journées numismatiques	14 h 30
Marseille	BnF Salle des Commissions

USUELS T 33 bis

Don 07-691

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

CHARLET (Christian) — **Louis XVIII, Decazes et la Franc-maçonnerie.**

La présentation récente de la médaille maçonnique du général de Valence (1) m'amène à examiner une autre médaille de même nature, connue et largement répertoriée à la différence de la précédente, mais n'ayant, à ma connaissance, jamais fait l'objet d'une étude approfondie (2).

Il s'agit d'une médaille frappée en 1818 par les adeptes de la Franc-maçonnerie écossaise en France (3) en hommage au roi Louis XVIII dont le portrait figure sur l'avers de la médaille (4). Cet hommage au roi de France est lié à plusieurs événements importants survenus à l'automne 1818 : l'élection du comte Decazes comme « Grand Commandeur » de la Franc-maçonnerie écossaise en France, l'inauguration du « Grand Temple » de cette institution, l'installation de l'organisme administratif de sa gestion appelé « Grande Loge », enfin, et ce n'est pas le moins important, le départ des troupes étrangères (prussiennes, russes et autrichiennes) qui occupaient la France depuis 1815 suite à la défaite de Waterloo. En octobre, à la date à laquelle elle a été créée (5), Decazes venait de succéder au duc de Richelieu comme chef du gouvernement de fait (décembre 1818) en attendant de le devenir de droit après le retrait du très discret général Dessolle, premier ministre « honorifique » (6).

---

1. C. CHARLET, « Une très rare médaille au nom du général de Valence pour la célébration maçonnique de la victoire de Friedland à Grenoble le 12 juillet 1807 », *BSFN*, 2, 2007, p. 45 et suiv.
2. J'ai néanmoins consacré une page à cette médaille dans la revue aujourd'hui disparue, *Les dossiers de l'histoire mystérieuse*, 7, 1990, p. 44. La présente médaille est, chronologiquement, la troisième s'une série débutant par celles de Cambacérès et de Valence en 1807 et se terminant par celle de l'académicien Jean Pons Guillaume Viennet en 1862. Cf. mes études concernant Cambacérès et Viennet : C. CHARLET, « Une rare médaille de bronze à l'effigie de Cambacérès, archichancelier de l'Empire et Grand Maître de la Mère-Loge écossaise de France », *CahNum*, 96, 1988, p. 391 et suiv. ainsi que C. CHARLET, « Le contrat d'édition de la médaille de Cambacérès », *CahNum*, 109, 1991, p. 55 et suiv. pour le premier et C. CHARLET, L. SCHMITT, « Une médaille maçonnique d'un "résistant" du second empire », *CahNum*, 113, 1992, p. 23 et suiv. pour le second.
3. Importée d'Angleterre en France vers 1725, la Franc-maçonnerie s'est organisée autour de deux institutions principales. D'abord une obédience, la Grande Loge de France (disparue en 1799), à laquelle se substitua progressivement le Grand Orient de France fondé en 1773 et qui existe toujours aujourd'hui. Ensuite et parallèlement, des loges dites « écossaises » organisées en 1804 sous l'égide d'un « Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté » (dit couramment R.E.A.A.). Ce rite comprenant 33 degrés (ou grades), les trois premiers de ceux-ci sont administrés depuis 1894 par la Grande Loge de France (deuxième du nom) créée à cette fin. En 1965, une scission a conduit à la création d'un second Suprême Conseil lié à la Grande Loge Nationale Française fondée en 1913 à la suite d'une scission au sein du Grand Orient de France en 1910.
4. Cette médaille porte le n° 35 dans l'ouvrage de référence du chercheur Marc Labouret : M. LABOURET, *Les métaux et la mémoire, la Franc-maçonnerie française racontée par ses jetons et médailles*, à paraître (publication prévue pour l'automne 2007), que je remercie et excuse de n'avoir pu assister à la présente communication,.
5. La décision de frapper la médaille fut prise le 24 octobre 1818 (cf. plus loin) mais, compte tenu des délais de fabrication, elle ne fut pas disponible avant le début de 1819 (date inconnue).
6. Jean-Joseph Dessolle, général de la Révolution et de l'Empire, fait marquis par Louis XVIII en 1817 (G. SIX, *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, 1934, p. 346-347).

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

LOUIS XVIII ROI DE FRANCE
L'ECOSSISME FÉRECONNAISSANT
DEUS MEUMQUE JUS
C.TE DECAZES
ELÛ T.P.S.GR.COM.TIT.
TEMP.: INAUGURÉ
GR.:L.:INSTALLÉE
ÉTRANG.:RETIRÉS
OCTOBRE 1818
SUP.:CONS.:DU 33.E DEG.:ECOSS.:ET GR.:L.:DES PROP.:DE LA TOLER.:

Cette médaille, dont la frappe obéit à une forte motivation formée d'éléments variés de nature différente (réorganisation du R.E.A.A. sous l'impulsion de son nouveau chef Decazes, libération du territoire dont Decazes fut un des principaux artisans) revêt donc un double caractère, politique et maçonnique. Bien au-delà de ce dernier aspect, elle célèbre un événement majeur de l'histoire de France, la libération de 1818, dont elle paraît être un des rares témoignages numismatiques, sinon le seul.

La description en est la suivante (fig. 1) :

Fig. 1

- A/ Buste de Louis XVIII tourné à gauche, portant le grand cordon et la grande plaque de l'ordre du Saint-Esprit. En dessous : BARRE F… (les trois points en triangle, pour « FECIT » en écriture maçonnique). Autour du portrait : A LOUIS XVIII ROI DE FRANCE / L'ECOSSISME FRs (français) RECONNAISSANT.

- R/ Dans une couronne formée par une branche de chêne et une branche d'acacia (symbole maçonnique), inscription en 6 lignes : CTE (comte) DECAZES / ELU T… (en triangle, pour TRES) P… (en triangle, pour PUISSANT) GR… (en triangle, pour GRAND) COM… (en triangle, pour COMMANDEUR) TIT… (en triangle, pour TITULAIRE) (7) / TEMP… (en triangle, pour TEMPLE) INAUGURE / GR… (en triangle, pour GRANDE) L… (en triangle, pour LOGE) INSTALLEE / ETRANG… (en triangle, pour ETRANGERS) RETIRES / OCTOBRE 1818. A l'extérieur de la couronne et tout autour, en partant du bas : outils maçonniques de référence entrelacés (compas, équerre, règle) puis la légende SUP… (en triangle, pour SUPREME) CONS… (en triangle, pour CONSEIL) DU 33e DEG… (en triangle, pour DEGRE) (8) ECOSS… (en triangle, pour ECOSSAIS), un aigle impérial à deux têtes posé sur une épée (glaive en langage maçonnique) accompagnée de la légende DEUS MEUMQUE JUS (9). La légende reprend : ET GR… (en triangle, pour GRANDE) L… (en triangle, pour LOGE) DES PROP… (en triangle, pour PROPAGATEURS) DE LA TOLER… (en triangle, pour TOLERANCE).

Diamètre : 41 mm ; Poids : de 38,14 g à 39,34 g ; Bronze (10).

---

7. Le Suprême Conseil du R.E.A.A. était dirigé par un « Souverain Grand Commandeur » en exercice. Decazes succédait au comte de Grasse-Tilly, fondateur du Suprême Conseil en 1804, qui devenait Grand Commandeur honoraire, d'où le mot « titulaire ».
8. Le Suprême Conseil est constitué par tous les détenteurs du 33e degré qui est le dernier du rite.
9. Cette célèbre devise « Dieu et mon droit » est aussi celle des rois d'Angleterre.
10. Je ne connais pas d'exemplaires en argent. Louis XVIII reçut certainement un exemplaire en or. Selon Félix Bonafé (F. BONAFÉ, *Elie duc Decazes, homme d'État et franc-maçon*, Paris, 1973 [hors commerce], p. 94-95), Louis XVIII aurait déclaré en recevant la médaille : « Je garderai toujours près de moi une médaille qui me rappelle d'aussi heureux et d'aussi doux souvenirs ».

Observations

1 - La chute de l'Empire avait amené de nombreux bouleversements au sein de la Franc-maçonnerie française. Cambacérès avait démissionné tant de la « Grande Maîtrise » du Grand Orient de France (11) que de sa charge de Grand Commandeur du Suprême Conseil du R.E.A.A. où il avait été remplacé par le fondateur de cette institution, le comte de Grasse-Tilly. Contesté par des scissionnistes, ce dernier dut laisser la place à Decazes, alors ministre de la police, qui fut élu Grand Commandeur le 15 septembre 1818 et s'attela à la réunification de l'organisme. À cette fin, la maîtrise de la gestion administrative étant indispensable, Decazes créa immédiatement une instance appropriée, la Grande Loge des Propagateurs de la Tolérance qu'il installa le 24 octobre 1818 dans un nouveau Grand Temple qui fut inauguré à cette occasion. Ce temple était situé 36 rue Neuve (aujourd'hui Croix) des Petits-Champs (12). Au cours de la cérémonie, et du banquet des 81 convives (chiffre symbolique) qui suivit, l'orateur du Suprême Conseil, Joly, proposa de faire frapper une médaille.

2 - À la date du 24 octobre, le traité du 9 octobre 1818, dit « convention » d'Aix-la-Chapelle, stipulant la libération du territoire français, venait d'être mis en application. Par ailleurs, Decazes, à la tête des modérés, venait de remporter sur les ultras les élections législatives partielles du 4 octobre, ce qui avait facilité la signature du traité.

3 - Quant à l'expression « Propagateurs de Tolérance », elle revêt en 1818 une signification forte et particulière examinée plus loin. La loge éponyme eut, selon Marc Labouret (13), une existence éphémère et je forme l'hypothèse selon laquelle elle fut remplacée dès 1821 par une Grande Loge Centrale (d'administration) dont le premier responsable dit « Vénérable » fut le savant Lacépède, Grand Chancelier de la Légion d'Honneur sous Napoléon.

4 - Le célèbre graveur Jean-Jacques Barre (1793-1855), graveur général des monnaies à partir de 1843, grava des médailles dès 1818. La présente médaille est donc une des ses premières œuvres (14).

5 - Enfin, et ce n'est pas la moindre des observations, la frappe d'une médaille maçonnique à l'effigie d'un chef d'État, ici un souverain, est tout à fait exceptionnelle. On connaît des médailles posthumes frappées au moment du décès du souverain (Léopold Ier de Belgique, 1865 ; Charles XV de Suède-Norvège, 1872) ou évoquant des événements de leur vie (centenaire de l'initiation maçonnique de Frédéric II de Prusse, le « Grand Frédéric », 1738-1838 (fig. 2)) mais les médailles maçonniques d'hommage à des souverains vivants sont, hormis le cas de la Suède, rarissimes : à la reconnaissance des Francs-maçons français du R.E.A.A. à Louis XVIII correspond l'hommage des Francs-maçons anglais à la reine Victoria pour son jubilé de 1887. En France, même sous l'Empire où nombre de francs-maçons manifestèrent à l'égard de Napoléon une certaine flagornerie, il faut bien le dire, aucune médaille comparable d'hommage à Napoléon ne fut frappée. Par la suite, aucun chef d'État français ne bénéficia d'une telle initiative. On peut

---

11. Cambacérès (cf. C. CHARLET, *loc. cit., CahNum*, 96, 1988) avait dirigé l'ensemble des organisations maçonniques sous l'Empire, notamment le Grand Orient à la place de Joseph Bonaparte, Grand Maître « honorifique », et le Suprême Conseil où il avait remplacé le comte de Grasse-Tilly, son fondateur. En 1815, le maréchal de Beurnonville lui avait succédé à la tête du Grand Orient.
12. C'est dans ce temple, initialement propriété de la Mère-Loge écossaise de France, Le Contrat Social et Saint-Alexandre d'Ecosse réunis, qu'avait eu lieu le 30 mars 1807 la cérémonie solennelle en faveur de Cambacérès [cf. C. CHARLET, *loc. cit., CahNum*, 96, 1988].
13. M. LABOURET, *op. cit.*, nos 35 et 36.
14. Cf. N. RONDOT, *Les médailleurs et les graveurs de monnaies*, Paris, 1904, p. 380.

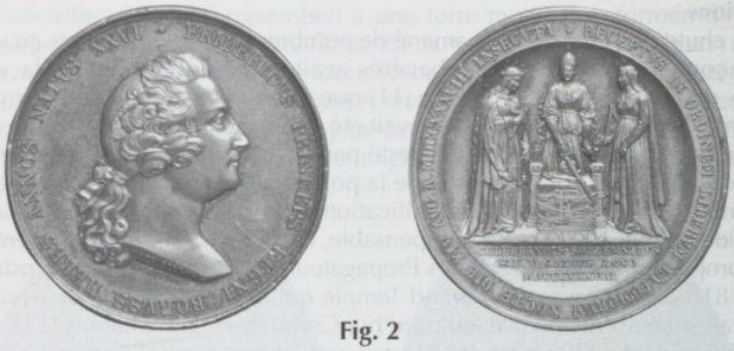

Fig. 2

juste signaler qu'après la Seconde Guerre mondiale, la loge « Franklin Roosevelt » adopta pour médaille celle frappée par la Monnaie de Paris à l'effigie du défunt président des États-Unis, franc-maçon notoire comme son successeur Harry Truman.

Decazes, un grand homme méconnu (15)

Né près de Libourne dans une famille de sensibilité girondine, Élie (1780-1860), fait comte puis duc Decazes par Louis XVIII, fut un des acteurs privilégiés de la première moitié du XIXe siècle, ayant successivement connu l'Ancien Régime, la Révolution, l'Empire, la Restauration, la Monarchie de Juillet, la Deuxième République et, enfin, le Second Empire dans sa phase autoritaire et conquérante en Italie. Mais, curieusement, ce témoin exceptionnel ne bénéficie pas encore d'une bonne biographie. La haine farouche que lui vouèrent les ultras, au premier rang desquels Chateaubriand, immense écrivain mais contempteur partial et acharné de Decazes, explique sans doute en partie cette importante lacune de l'historiographie.

Jeune avocat, Decazes épouse en 1805 la seconde fille du comte Muraire (fig. 3), premier président de la Cour de Cassation et, par ailleurs, important dignitaire de la Franc-maçonnerie ; il est alors nommé juge suppléant au Tribunal de la Seine. Après la mort de son épouse, dès l'année suivante, il devient secrétaire des commandements de Laetitia Bonaparte puis conseiller du roi de Hollande Louis, frère de Napoléon. En 1811, il est nommé conseiller à la cour impériale de Paris et préside plusieurs fois la Cour d'Assises. Rapidement célèbre pour son impartialité, il est proposé pour une place d'avocat général à la Cour de Cassation mais, malgré l'intervention de Cambacérès, Napoléon refuse en raison de la fidélité de Decazes au roi Louis que l'empereur a contraint à abdiquer. Capitaine dans la garde nationale en 1814, Decazes prend part à la défense de Paris et participe à la sanglante bataille de la barrière (aujourd'hui place) de Clichy (16). Après l'abdication de Napoléon, Decazes se rallie à Louis XVIII

---

15. Les renseignements de caractère historique qui figurent dans la présente communication proviennent, outre l'étude précitée de F. BONAFÉ et les dictionnaires napoléoniens de SIX, précité, et de Jean TULARD, des ouvrages du Pr. Pierre CHEVALLIER (référence pour la Franc-maçonnerie avec le *Dictionnaire* du Pr. Daniel LIGOU, également utilisé), *Histoire de la Franc-maçonnerie française*, 3 vol., Paris, 1974-1975, notamment tome II, p. 128-129 au sujet de la médaille, et d'Isabelle BAKOUCHE, *La monarchie parlementaire 1815-1848*, Paris, 2000. Le grand classique de Guillaume de BERTIER DE SAUVIGNY, *La Restauration*, Paris, 1955 (plusieurs éditions ultérieures) reste toujours valable.

le Comte

Honoré MURAIRE

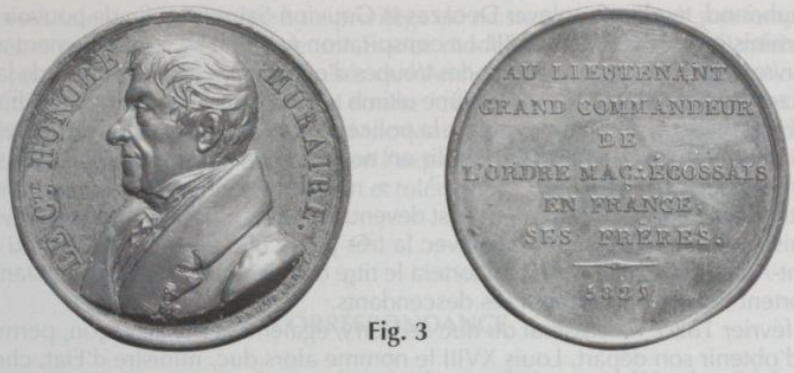

Fig. 3

et se retire en province pendant les Cent-Jours après avoir perdu ses fonctions de magistrat. Il entreprend des travaux agricoles et s'intéresse à l'élevage.

De retour dans un Paris occupé par les armées étrangères qui se livreront à de nombreuses exactions à l'encontre de la population parisienne, Decazes devient préfet de police le 7 juillet 1815. Il s'oppose ouvertement à l'Occupant lorsque celui-ci autorise ses troupes à tirer sur les civils et met la préfecture de police en état de siège pour prévenir un assaut éventuel des troupes d'occupation. Cette attitude déterminée et ce courage peu commun amènent l'Occupant à annuler ses mesures coercitives. Cet acte, ainsi qu'une enquête menée par ses soins sur une prétendue tentative d'empoisonnement du tsar Alexandre Ier, lui permirent de rencontrer Louis XVIII qui l'apprécia immédiatement.

Decazes, toutefois, ne put empêcher la mise en œuvre de la « Terreur blanche » décidée par les ultras de la « Chambre introuvable » élue en 1815 ; mais il aida en secret certaines personnes menacées à se cacher, leur sauvant parfois la vie (17).

Fin septembre 1815, Decazes fut élu député de la Seine et entra au gouvernement comme ministre de la police. Il rétablit la sécurité tout en prescrivant une application équitable et modérée des mesures répressives dues à la situation. Il devient la « bête noire » des ultras qui entendaient poursuivre la « Terreur blanche ». Pour y mettre fin, Decazes conseille alors à Louis XVIII, qui accepte, la dissolution de la « Chambre introuvable ». Les ultras ne le pardonneront jamais à Decazes.

Avec le duc de Richelieu, premier ministre, le baron Louis, ministre des finances, le chancelier Pasquier et le maréchal de Gouvion-Saint-Cyr, Decazes s'emploie à la pacification du pays, à la réconciliation des français, à la mise en place du régime parlementaire et au départ le plus rapide possible des troupes d'occupation dont la présence devenait de plus en plus insupportable. Rien qu'à Paris, on compta jusqu'à 300 000 occupants étrangers à un moment. Decazes défend par ailleurs la classe moyenne et réforme la loi électorale, au détriment des ultras, dans le même temps que Gouvion-Saint-Cyr réorganise l'armée.

Au cours de l'été 1818, les ultras fomentent un complot, dont fait partie

16. Cf. le monument, érigé sous Napoléon III place Clichy, à la mémoire des défenseurs de Montmartre et de Paris commandés par le maréchal Moncey, chef de la gendarmerie. La Butte avait été prise par les cosaques du comte de Langeron, émigré devenu général russe.
17. Cf. l'intéressante communication de Jean-Pierre Collignon et Alain Tissière sur l'assassinat du maréchal Brune (J.-P. COLLIGNON, A. TISSIÈRE, « Le maréchal Brune : une médaille énigmatique », *BSFN*, 1, 1996, p. 10 et suiv.).

Chateaubriand, tendant à enlever Decazes et Gouvion-Saint-Cyr afin de pouvoir imposer un ministère ultra à Louis XVIII. La conspiration échoue. Le gouvernement achève son œuvre en octobre avec le départ des troupes d'occupation et Richelieu cède la place à Decazes fin décembre 1818 malgré une ultime tentative des ultras contre le Libournais qui devient ministre de l'intérieur et de la police, en réalité chef du gouvernement « de facto ». Entre-temps, Decazes fait abolir en novembre les lois répressives, puis il fait supprimer la censure en 1819.

Cette même année, Decazes, qui est devenu comte et pair de France par la volonté de Louis XVIII en 1816, se remarie avec la très jeune fille (Égédie, 16 ans) du comte de Saint-Aulaire. Ce mariage lui apportera le titre de duc de Glücksbierg au Danemark que portent encore aujourd'hui ses descendants.

En février 1820, l'assassinat du duc de Berry, également franc-maçon, permet aux ultras d'obtenir son départ. Louis XVIII le nomme alors duc, ministre d'Etat, chevalier du Saint-Esprit et ambassadeur à Londres. Decazes, qui prédit la chute des Bourbons dès 1824 à la mort de Louis XVIII, devient en 1834 président de la Chambre des Pairs (Sénat aujourd'hui) après avoir décliné l'offre de Louis-Philippe d'être son premier ministre. Auparavant, sous Charles X, au sein de la Chambre des Pairs, Decazes s'était opposé aux lois réactionnaires (droit d'aînesse, sacrilège, etc.) et avait obtenu une amélioration du jury de la Cour d'Assises.

Sur le plan de la Franc-maçonnerie, Decazes, dont le grand-père maternel avait été franc-maçon à Bordeaux, entre en maçonnerie à la loge Anacréon apparemment en 1808. Son beau-père, le comte Muraire, en était le vénérable maître d'honneur, le responsable en titre étant Joly, celui qui proposera la médaille pour Louis XVIII en 1818. Decazes, après un parcours rapide et exemplaire, laissera sa charge de Grand Commandeur au général de Valence en 1821. Il la retrouvera en 1838, à la mort du duc de Choiseul, et l'occupera jusqu'à sa mort en 1860, ayant alors pour successeur son ami l'académicien Viennet.

Pendant ce second mandat de Grand Commandeur, Decazes jouera un rôle considérable en faveur de l'intégration des Juifs dans la société française : abolition du serment « *more judaïco* » (18), admission au sein du Suprême Conseil de James de Rothschild ainsi que du banquier Benedict Allegri, dirigeant du Consistoire, et de l'avocat Adolphe Crémieux (futur Garde des Sceaux), successeurs de Viennet comme Grand Commandeur.

Par-dessus tout, Decazes reste l'auteur de la célèbre circulaire du 11 octobre 1818 (deux jours après la convention d'Aix-la-Chapelle) qui autorise les réunions maçonniques et anticipe sur la future loi de 1901 sur les associations.

Terminons par son œuvre économique. Decazes fut d'abord un ardent propagandiste de l'expérimentation en agriculture mais son nom reste surtout attaché à la métallurgie et aux industries minières. Créateur de Decazeville qui porte son nom, il engloutit sa fortune dans le développement de cette ville industrielle, lieu initialement désert où il suscita la création de plusieurs milliers d'emplois qu'il finança sur ses biens personnels.

À l'image de Viennet, auquel Victor Hugo fit payer cher ses quatre échecs à l'Académie française, Decazes fut victime de Chateaubriand, écrivain génial mais qui travailla pour sa propre gloire quand Decazes, devenu aristocrate par son travail, ses

---

18. Ce serment, que devaient prêter les Juifs devant les tribunaux était devenu contraire au statut de citoyen français obtenu par les Juifs en 1790 et 1791. Decazes et Adolphe Crémieux luttèrent jusqu'à son abolition.

vertus et ses talents et non grâce à un privilège de naissance, apportait son temps, ses capacités et son argent à construire une France moderne fondée sur une synthèse des aspects positifs des héritages harmonisés de l'Ancien Régime et de la Révolution.

Le fils qu'Égédie de Saint-Aulaire donna à Élie Decazes, le duc Decazes et de Glücksbierg, fut, sous la présidence de Mac-Mahon, dans le gouvernement du duc de Broglie (« La République des ducs » selon l'expression de Daniel Halévy), un ministre des Affaires étrangères compétent, ouvert et tolérant, de 1873 à 1877, également franc-maçon comme son célèbre père.

CORRESPONDANCE

MACHEPROT (Gaëtan) — **La destination des jetons de jeu sous l'Ancien Régime.**

Les jetons de jeu n'occupent qu'une infime sous-branche de la numismatique des médailles. Ils n'ont pourtant pas échappé à l'acribie d'Adrien Blanchet, qui y consacre deux pages dans son *Manuel de numismatique française* (1). Il y énumère quelques exemplaires en leur attribuant des destinations qui sont parfois clairement mentionnées sur les jetons eux-mêmes. Il était intéressant de confronter cette recension avec ce que l'on sait des jeux pratiqués sous Louis XIV et pendant le XVIIIe siècle. Ces modestes jetons éclairent parfois les tout premiers pas de certains jeux appelés à un grand succès par la suite, comme la roulette.

Blanchet évoque d'abord quelques jetons, octogonaux, frappés pour le grand dauphin (1697, 1705) ou pour le roi (1683, 1697), et précise que « ces pièces étaient pour le jeu de whist ». Sa source n'est autre que le « Journal de la Monnaie des Médailles, 1697-1726 », publié par F. Mazerolle dans la *Gazette numismatique française* de 1897 à 1899 (2). Or il est certain que la cour de Louis XIV n'a pas connu le whist. Ce jeu de cartes anglais, ancêtre du bridge, s'il est connu en Grande-Bretagne dès le début du XVIIe siècle, n'a pas encore atteint la célébrité qui lui vaudra une littérature technique à grand succès, tel le *Short treatise on the game of whist* d'Edmond Hoyle, dont la première édition (il y en aura plus de seize !) est parue à Londres en 1742. Son expansion sur le continent date, au plus tôt, des années 1750. Le traité de Hoyle n'est traduit en français qu'à partir des années 1760 – mais dès lors plusieurs traductions différentes se succèdent (3).

Il est donc peu probable que les jetons mentionnés par Blanchet et dont la description figure dans le *Journal de la Monnaie des Médailles* soient des jetons de whist. S'il est une destination commode pour ces dernières années du XVIIe siècle, ce peut être l'hombre, jeu de cartes d'origine espagnole (*hombre*, ici dans le sens d' « homme »)

---

1. A. BLANCHET, *Manuel de numismatique française*, III, Paris, 1930, « Le jeton en France », p. 236-237. Malgré l'aide de M. Michel Dhénin et de Mme Sylvie de Turckheim-Pey, qui ont mis à notre disposition leur inlassable compétence, il n'a pas été possible de retrouver les jetons analysés ici dans les collections du Cabinet des Médailles.
2. F. MAZEROLLE, « Journal de la Monnaie des Médailles, 1697-1726 », *Gazette numismatique française*, 1897, p. 346 : « 15 – **Jetons de whist (?) pour le roi.** – Il a été frapé des jetons de jeu à huit pans pour le Roi… ». C'est Mazerolle lui-même qui a rajouté ce « titre » en gras et supposé – non sans hésitation – qu'il s'agissait du whist.
3. T. DEPAULIS, *Les loix du jeu : bibliographie de la littérature technique des jeux de cartes en français avant 1800*, Paris, 1994.